

## La croissance (chez nous), enfin

Lundi 7 mai 2007

La zone euro s'engage, enfin, dans une période de croissance. Depuis le ralentissement majeur de l'économie mondiale en 2001, la zone euro, et plus particulièrement ses grands pays – Allemagne, France, Italie- sont restés englués dans une croissance médiocre. L'ajustement nécessaire des bilans et des appareils de production des entreprises après l'euphorie de la fin des années 1990 a été d'autant plus laborieux qu'aucun instrument macroéconomique n'a été mobilisé pour maintenir la croissance à flot. L'appréciation de l'euro, inévitable sans politique de change, des politiques non coordonnées voire non coopératives et une politique budgétaire corsetée n'ont évidemment rien arrangé au marasme de l'après bulle internet.

Cette phase est, semble-t-il, derrière nous. En 2006, quelques économies de la zone euro ont joué le rôle d'avant-garde (Allemagne, Espagne, Pays-Bas et quelques autres petits pays). Le renforcement de l'investissement, les gains de productivité, l'appétit d'innovation et quelques succès industriels ici ou là (comme les réussites de la Finlande dans l'exportation de bateaux) ont constitué la rampe de lancement de la croissance européenne, renforcée par une consommation et des marchés immobiliers soutenus par des taux d'intérêt à long terme qui restent bas. Les autres économies de la zone euro, et en particulier la France, vont maintenant prendre la relève, tant l'Europe est aujourd'hui intégrée. Recettes fiscales dynamiques aidant, la politique budgétaire s'adoucit sans que pour autant les dettes publiques ne cessent de baisser. Ainsi, un cercle vertueux s'enclenche aujourd'hui.

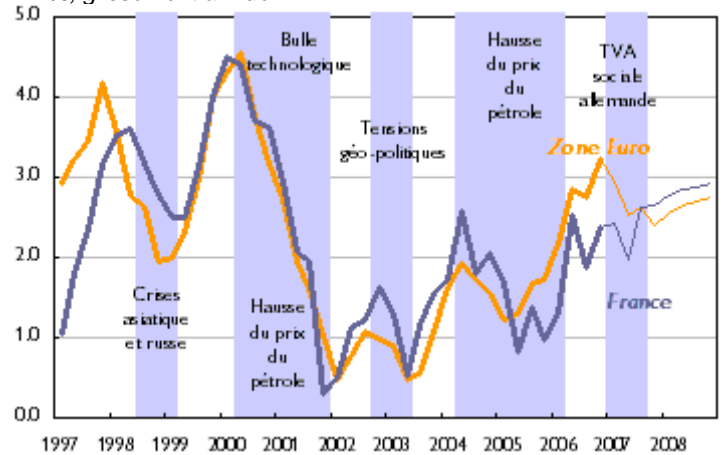
Il ne faut pas craindre qu'il butte sur des contraintes d'offre. Il reste un long chemin avant le plein emploi. De 1997 à 2001, la précédente vague de croissance en Europe avait duré 4 années, le chômage avait alors baissé de 3 points.

Engrangeons cela jusqu'en 2011 et le chômage de la zone euro approchera les 5%. Cependant, les questions de fond demeurent, du décrochage de l'Europe par rapport aux Etats-Unis, en passant par l'insertion de l'économie européenne dans la mondialisation jusqu'à sa capacité à créer, puis distribuer des richesses dans un univers de plus en plus ouvert et incertain. Un peu plus de croissance, un peu moins de chômage n'exonérera donc pas de l'adaptation à ces réalités, mais y aidera sûrement. Tout cela sans abandonner nos principes de justice sociale, de solidarité et nos responsabilités environnementales.

Avec un décalage de quelques trimestres largement expliqué par un ajustement budgétaire réalisé en 2006 plus qu'en 2005, la France suivra le mouvement. En 2008, le taux de croissance de l'économie française approcherait les 3% ([voir notre prévision d'avril 2007](#)) rompant avec le discours dominant d'une France déclinante engluée dans la croissance molle faute de réformes structurelles. Profitant de la reprise dans les grandes économies de la zone euro et favorisée par la bonne situation financière des entreprises, une spirale vertueuse d'augmentation des

investissements productifs et des créations d'emplois va s'enclencher. Les pertes de parts de marché de l'économie française enregistrées depuis quatre ans s'interrompent avec la stabilisation de l'euro et la fin des effets de la politique de désinflation compétitive menée outre-Rhin. Plus structurellement, une population active plus dynamique ([voir La nouvelle donne démographique...](#)), une baisse significative du chômage, mais aussi des gains de productivité seraient à l'origine de ce renouveau relatif. Relatif parce qu'en 2000, embarrassée par les mêmes insuffisances structurelles, l'économie française affichait un taux de croissance de 4,2%. Imaginons de surcroît que quelques réformes bien pensées –dans l'éducation, la lutte contre l'exclusion, l'enseignement supérieur et la recherche, la fiscalité – aboutissent et c'est un formidable potentiel qui serait libéré.

Taux de croissance du PIB en France et en zone euro  
En %, glissement annuel



Sources : INSEE, comptes trimestriels, OFCE, e-mod.fr de 2007 à 2008.

Nicolas Sarkozy, vainqueur de l'élection présidentielle, hérite donc d'une situation conjoncturelle et structurelle favorable. Pour la convertir en croissance, le remède de cheval que l'Allemagne s'est infligée serait inefficace, voire contre-productif. Il n'est pas non plus indispensable, malgré les appels de certains, d'économiser à tout crin pour faire baisser une dette publique qui serait excessivement élevée. Non pas qu'il faille dépenser sans compter. Au contraire, la responsabilité du nouveau gouvernement devrait être que la marge de manœuvre budgétaire retrouvée soit employée avec la seule obsession du futur à l'esprit. Notre création de richesse dans l'avenir ne découlera que de nos investissements, qu'ils soient publics ou privés, matériels ou immatériels. Alors, nous laisserons à nos enfants, non seulement une dette maîtrisée, mais surtout justifiée par un avenir renouvelé.

[Eric Heyer](#) et [Xavier Timbeau](#)